

ARRÊTÉ FIXANT LES ÉMOLUMENTS RELATIFS À L'EXERCICE DE LA CHASSE EN 2025

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 15 et 30 de la loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (1),

vu l'article 6 de l'ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser (2),

vu l'article 18, alinéa 2 de l'ordonnance du 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (3),

arrête :

Article premier Les prix des permis de chasse (francs) sont fixés comme il suit :

Type de permis	Personne domiciliée dans le canton du Jura	Personne domiciliée dans un autre canton	Personne domiciliée à l'étranger
Général (2 chevreuils)	760.00	1'520.00	1'900.00
A (Plume)	170.00	290.00	425.00
B (sanglier, été et hiver)	200.00	350.00	500.00
B1 (sanglier, été)	150.00	250.00	375.00
C (camassier)	150.00	250.00	375.00
D (chamois)	200.00	350.00	500.00
Permis temporaire	55.00	55.00	55.00

Art. 2 ¹ L'émolument d'inscription aux examens des candidats chasseurs est fixé à 288 francs pour les deux sessions d'examen, à savoir 144 francs par session.

² En cas de répétition des examens consécutive à un échec, seule la moitié de l'émolument est perçue.

(1) RSJU 922.11

(2) RSJU 922.31

(3) RSJU 922.111

Art. 3 ¹ Les émoluments complémentaires ci-dessous sont perçus dans les cas suivants :

a) duplicata du permis de chasse	50 francs
b) duplicata du carnet de contrôle du gibier tiré	15 francs
c) duplicata de la carte des unités de gestion cynégétique	15 francs
d) remplacement d'une marque à gibier (perte ou erreur)	15 francs
e) remise du carnet de contrôle du gibier tiré après le délai fixé	45 francs
f) remise de la demande de permis après le délai fixé	30 francs
g) frais de rappel concernant l'émolument du permis de chasse	10 francs
h) permis de chasse sans port d'arme pour les candidats en formation dans le Canton	50 francs
i) permis de chasse sans port d'arme	200 francs
j) marque à gibier pour le tir d'un chevreuil supplémentaire	180 francs
k) formule de contrôle non retournée ou renvoyée après le délai fixé	50 francs

² Le requérant d'un permis de chasse qui, pour un motif dûment justifié, n'aurait pas accompli un travail d'une journée dans le domaine du patrimoine naturel devra s'acquitter d'une contribution de remplacement de 200 francs.

³ Le titulaire d'un permis général est tenu de s'acquitter d'un émolument supplémentaire de 50 francs, à titre de participation aux frais des dommages causés par la faune sauvage.

Art. 4 Les émoluments susmentionnés sont valables pour la saison de chasse 2025.

Art. 5 ¹ Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

² Il est communiqué :

- au Département de l'environnement ;
- à l'Office de l'environnement ;
- au Contrôle des finances ;
- à la Trésorerie générale ;
- au Journal officiel pour publication.



Adopté en séance du Gouvernement
du - 4 MARS 2025
Jean-Baptiste Maître
Chancelier d'Etat